



Section de la Lozère

CAPD du 27 juin 2011

Déclaration préalable

En visite à La Canourgue, le Président de la République s'est livré à un singulier ensemble de déclarations qui contraste, en apparence, avec la politique qu'il inspire depuis quatre ans dans le secteur de l'Education.

Il déclare vouloir mettre un terme aux fermetures de classes dans le 1er Degré pour la rentrée 2012. Bonne nouvelle, encore que nous aurions bien aimé qu'il se penche sur les conséquences liées aux 1500 fermetures de classes pour la rentrée 2011.

Il déclare qu'il ne reviendra pas sur le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Mauvaise nouvelle, quand on sait qu'il faudra accueillir 8000 élèves de plus.

Que se passera-t'il ? Il faudra puiser dans le vivier déjà exsangue des remplaçants, conseillers pédagogiques et autres enseignants de RASED, considérés comme réserve pour combler les trous formés dans la première ligne des enseignants en charge de classe par les coupes claires des économies budgétaires.

Georges TRON, avant de démissionner, avait dressé la feuille de route. Au besoin, le Gouvernement ira chercher dans le 2nd Degré les postes nécessaires au 1er Degré, selon la logique imparable du regretté sapeur Camembert qui creusait un trou pour en reboucher un autre.

Face à la révolte des élus locaux qui commencent à s'épuiser en constatant le massacre du Service Public d'Education dans leurs communes, cantons ou départements, l'inquiétude liée à un changement de majorité sénatoriale est sans doute à l'origine de ce nouveau plan de communication du Président de la République.

Il entre en campagne, ça va décoiffer!

Mais pour une véritable politique de l'école Publique, il faudra attendre. De tout ce battage médiatique, nous retiendrons que quand parents, élus et enseignants descendent conjointement dans la rue, cela finit parfois par se remarquer...

La réponse n'a cependant rien à voir avec les attentes et les besoins.

La date du 27 septembre, journée de grève et de manifestations contre le budget de régression imposé par ce même Président, sera un temps fort pour lui faire comprendre notre détermination.